

Chambre des Représentants.

SÉANCE DU 25 SEPTEMBRE 1919.

BUDGET GÉNÉRAL DES RECETTES ET DES DÉPENSES. POUR L'EXERCICE 1919⁽¹⁾

Tableau IV : Affaires Étrangères.

RAPPORT

FAIT, AU NOM DE LA SECTION CENTRALE (2), PAR M. FERON.

MESSIEURS,

Le Budget du Ministère des Affaires Étrangères est, dans son économie générale, fort semblable aux budgets de ce département antérieurs à la guerre. Comme les budgets des autres ministères, il a été affecté évidemment par la nécessité de parer aux difficultés nées pour le personnel du renchérissement de l'existence. Mais le problème ne pouvait avoir ici, en raison du nombre relativement restreint des membres du personnel, les conséquences financières redoutables qu'il a eues dans les départements où le nombre des fonctionnaires est considérable.

Sur un point cependant ce budget a été modifié.

Des mesures ont été prises pour que le traitement des agents diplomatiques et des consuls, leurs frais de représentation et les frais de logement fussent calculés de façon à ouvrir la carrière diplomatique et consulaire aux plus capables sans que des considérations de fortune doivent désormais entrer en ligne de compte dans le choix et l'avancement des agents. Cette initiative, conforme aux vœux formulés dans les milieux compétents, a eu l'approbation de la Section.

(1) Budget, n° 107.

(2) La Section centrale, présidée par M. Poullet, était composée de MM. MECHIELYNCK, BERTRAND et TIBBAUT, vice-présidents; MM. WAUWERMANS, HOUTART et VILAIN; IMPERIALI, PONCELET et PUSSEMIER; VAN LIMBURG STIRUM, FERON et BUYL; DELPORTE, PÉPIN et LAMBORELLE; DEBUNNE, LIEBAERT et TROCLET; HONINCKX, DE KERCHOVE D'EXAERDE et DE WOUTERS D'OPLINTER.

Le Ministre des Affaires Étrangères aura donc désormais un choix plus étendu. Il pourra faire appel pour le service du pays aux hommes issus de tous les groupes de la société. Sans doute, le cadre dans lequel s'est exercé jusqu'ici le recrutement de notre personnel diplomatique et du personnel de l'administration centrale a fourni nombre d'agents d'une haute valeur et d'un patriotisme éprouvé. Il n'en est pas moins vrai que l'une des conditions indispensables pour assurer une communion forte et féconde entre l'action du département des Affaires Étrangères et le sentiment du pays est que l'accès à la carrière diplomatique soit effectivement ouvert également aux hommes qui se rattachent par leur origine aux différentes catégories sociales.

* * *

La Section centrale ne s'est pas prononcée sur les détails de la réorganisation de notre système consulaire. Il conviendra évidemment que ce problème, qui est étudié actuellement au Ministère des Affaires Étrangères avec la volonté de tenir compte des nécessités nouvelles de notre politique, soit prochainement résolu avec le concours du Parlement de façon à mettre le corps consulaire à même de rendre tous les services que réclament le relèvement et l'expansion économiques de la nation.

* * *

Les articles du budget relatifs aux fonds secrets et au service de la Propagande ont fait l'objet d'une question.

Le département des Affaires Étrangères a fourni la justification des chiffres réclamés, à titre exceptionnel, dans une note que nous publions en annexe à ce rapport.

* * *

La Section centrale du Budget n'a pas cru devoir, à l'occasion du vote du budget du Ministère des Affaires Étrangères, procéder à l'examen des problèmes actuels de notre politique extérieure. Ces questions ont été portées à diverses reprises devant la Chambre.

Elles l'ont été notamment à l'occasion de la discussion du projet de loi portant ratification du Traité de Paix avec l'Allemagne. Elles l'ont été aussi par les communications que le Gouvernement a faites au sujet des négociations que le Gouvernement poursuit pour obtenir que, par la revision des Traités de 1839, la Belgique obtienne un statut qui assure sa sécurité et la liberté de son expansion. En outre, la Commission des Affaires Étrangères s'est attachée à suivre le développement des négociations en cours et a reçu à différentes reprises les exposés spéciaux et les précisions qui doivent servir à préparer les discussions de la Chambre sur ces objets.

* * *

Des publications partielles et partiales de certaines parties des archives

du Ministère des Affaires Etrangères faites par l'ennemi au cours de la guerre n'ont pas été sans émouvoir l'opinion. Il conviendra évidemment que des éclaircissements soient fournis à cet égard dès que l'attention du pays et de la Chambre ne sera plus absorbée par l'obligation de parer avant tout aux nécessités les plus immédiates de la reconstitution.

* * *

La Section centrale ne s'est pas davantage attachée à rechercher quelle fut, dans le détail, la politique suivie au cours de la guerre par le département des Affaires Etrangères. Ce débat, qui est nécessaire et qui aura son utilité pour la formation d'une opinion nationale avertie n'a pas paru pouvoir être utilement abordé à l'occasion de la discussion du budget.

* * *

La Section centrale a décidé à l'unanimité de proposer à la Chambre le vote des crédits réclamés dans le tableau IV.†

Le Rapporteur,

MAURICE FERON.

Le Président,

P. POULLET.

ANNEXE

Réponses aux questions posées en Sections par MM. les Membres de la Chambres des Représentants concernant le Budget des Affaires Etrangères.

QUESTION :

« Un membre demande que le Gouvernement explique la nécessité du maintien au budget actuel des articles 4 (fonds secret) et 32 (service de la propagande) ».

RÉPONSE :

Le crédit prévu à l'article 4 est justifié par les circonstances exceptionnelles résultant de la guerre. Il est plus que probable qu'il ne sera pas entièrement dépensé.

Pendant la guerre, l'office de la propagande belge (O. P. B.), par la diffusion rationnelle d'une abondante documentation écrite et illustrée, s'est appliqué essentiellement à faire connaître à l'étranger, dans les pays neutres comme dans les pays alliés, non seulement les atrocités et les spoliations dont la Belgique a été la victime, mais encore et surtout sa force de résistance morale, ses facultés de relèvement et son indestructible vitalité — à souligner l'action héroïque de l'armée et son effort constant d'organisation depuis le début de la guerre — à combattre les campagnes de presse alimentées par la propagande allemande en vue de discréditer notre pays et de faire suspecter la loyauté avec laquelle il n'a cessé de remplir ses obligations internationales, à servir, enfin, d'une façon générale, les intérêts de la Belgique en s'associant à toutes les manifestations d'ordre politique, économique ou artistique pouvant être utiles au pays.

En vue de réaliser le but assigné à son activité, l'O. P. B. a établi des centres de propagande à l'étranger — organisé des missions belges à l'étranger, fait de la propagande par voie de la presse — répandu une nombreuse documentation écrite et illustrée (livres, tracts, photos, films). Mais il ne suffit pas que nos alliés et les neutres aient pu juger pendant la guerre, de nos efforts, de notre action militaire et de la résistance morale des Belges. Il est indispensable de continuer à les documenter sur notre restauration, sur notre relèvement industriel et économique, sur nos revendications politiques, sur la situation que nous allons acquérir de Puissance d'expansion et sur la manière dont nous entendons la garder. Il convient sans doute de donner aux offices de propagande une forme nouvelle appropriée aux circonstances et des direc-

tions inspirées par le nouvel état de choses. Mais il est nécessaire de maintenir un organe central puisant ses renseignements officiels et les indications sur sa ligne de conduite à la Direction politique des Affaires étrangères en ce qui concerne la politique générale, et à la Direction du Commerce en ce qui concerne la politique spécialement économique.

QUESTION.

« Un membre demande que le recrutement des membres du corps diplomatique et consulaire fasse plus que jamais l'objet des préoccupations du Gouvernement. Le mérite et non la naissance doit dicter les nominations. A l'avenir, il faudra plus que jamais que les postes soient occupés par des hommes actifs et intelligents ».

RÉPONSE.

Le Gouvernement partage la préoccupation exprimée par l'honorable membre : le Département des Affaires Étrangères s'est toujours efforcé de confier chaque poste à l'homme le plus capable de le remplir ; le corps diplomatique renferme beaucoup d'hommes de valeur. La naissance n'a jamais dicté les nominations.

Le relèvement des traitements permettra au Ministre d'accepter le concours de candidats qui sont particulièrement aptes à se distinguer dans la carrière diplomatique, mais qui ne sont pas favorisés des dons de la fortune.

En ce qui concerne spécialement le corps consulaire, la question du recrutement de ses membres a toujours fait l'objet de l'attention particulière du Département des Affaires Étrangères.

A diverses reprises le Gouvernement s'est inspiré des desiderata formulés par les représentants du commerce et de l'industrie.

Il vient de constituer une commission spéciale, composée de personnalités compétentes qui a pour mission d'étudier le fonctionnement de notre service consulaire, de manière à mettre l'organisation existante en rapport avec les exigences actuelles.

Conformément au vœu exprimé par cette commission, le Département a proposé au budget des amendements tendant à augmenter les crédits affectés à la rémunération des agents consulaires et prévoyant la création d'un certain nombre de nouveaux postes.

QUESTION.

« Un membre signale que nos consuls de carrière sont trop fréquemment déplacés. Leur séjour dans un poste donné n'est jamais suffisant pour leur permettre d'acquérir la connaissance des travaux et des choses ».

RÉPONSE.

Le Département s'efforce de maintenir les chefs de postes consulaires le plus longtemps possible dans une même résidence.

Toutefois, la loi du séjour prolongé, a fréquemment, dans certains pays à climat malsain, des conséquences désastreuses pour la santé des agents ou de leur famille.

De plus, il peut être utile, dans l'intérêt même du pays de déplacer un agent d'un poste où il rend des services à un autre poste où il pourra en rendre davantage.

Lorsque les circonstances imposent de telles mutations, le Département veille à ce que l'expérience acquise dans un poste puisse toujours servir à l'agent dans sa nouvelle affectation.

QUESTION.

« Un membre signale que le consul général du Transvaal ne connaît pas le flamand. Un membre signale qu'il en est de même à Paris. »

RÉPONSE.

Le Département des Affaires Étrangères se demande si l'affirmation de l'honorable membre, en ce qui concerne le consul général à Johannesburg, n'est pas basée sur une erreur de nom. M. Forthomme connaissait le néerlandais lorsqu'il a été nommé à ce poste il y a douze ans et il serait étonnant que cet agent qui est un linguiste distingué, ne fut plus à même de parler cette langue après un séjour prolongé au milieu d'une population en partie d'origine néerlandaise.

Si notre consul général à Paris, qui n'appartient pas au cadre des agents consulaires de carrière, ne parle pas le flamand, il a autour de lui des collaborateurs qui parlent et écrivent en cette langue.

QUESTION.

« Un membre signale qu'il y a une cloison étanche entre la carrière diplomatique, la carrière consulaire et la carrière administrative au Ministère.

» S'il admet qu'en fait un consul ne puisse toujours occuper un poste diplomatique et vice-versa, il faudrait qu'en principe le passage d'une carrière à l'autre soit toujours possible. De même, le fonctionnaire de l'administration devrait passer par la carrière active afin d'acquérir l'expérience nécessaire pour donner un jour des directions aux agents séjournant à l'étranger. »

RÉPONSE.

Les trois carrières administrative, diplomatique et consulaire nécessitent des aptitudes spéciales et une préparation particulière en vertu du rôle distinct qui leur est attribué. Le rôle du corps diplomatique est de nature politique et commerciale, aussi les examens qui y donnent accès sont-ils orientés dans ce sens et permettent-ils de se rendre compte de cette double capacité chez les candidats qui se présentent. Les connaissances réclamées du corps

consulaire sont surtout commerciales. Les aptitudes exigées pour ces deux carrières sont différentes en vertu même de la diversité des fonctions que les agents qui en font partie sont appelés à remplir. C'est la raison pour laquelle il existe une distinction entre les carrières administrative, diplomatique et consulaire.

Toutefois, il n'est pas exact de dire qu'il existe une cloison étanche entre elles. On tient, en effet, compte des capacités particulières montrées par les agents au cours de leur carrière et c'est ainsi que des consuls sont adjoints à certaines légations, et que plusieurs diplomates et consuls sont attachés à l'Administration centrale. En fait, il s'établit entre les agents du service extérieur un roulement grâce auquel la plupart d'entre eux peuvent travailler assez longtemps à Bruxelles. En outre, les fonctionnaires de la Direction politique et de la Direction du commerce sont parfois envoyés à l'étranger en voyage d'étude ou de mission et nommés effectivement chefs de poste diplomatique ou consulaire. Au surplus, la réorganisation du corps diplomatique et consulaire est actuellement à l'étude.

QUESTION.

« Un membre demande que toutes les démarches nécessaires soient faites pour que les archives enlevées par l'occupant, les rapports consulaires et les documents concernant la Chine, qui tous ont été expédiés en Allemagne, soient restitués. »

RÉPONSE.

« Les documents diplomatiques conservés dans les archives du Département des Affaires Etrangères n'ont été, ni enlevés, ni détruits par les Allemands. Ceux-ci ont restitué, en vertu du traité d'armistice, des copies autographiées de circulaires politiques. Quand le Ministère s'est réinstallé à Bruxelles, il a constaté l'absence d'un très petit nombre de dossiers concernant des questions économiques; par les moyens d'investigation qu'offre le traité de Versailles, l'on s'efforcera de vérifier si ces dossiers ne sont pas retenus en Allemagne. »

QUESTION.

« Au sujet des consuls, un membre insiste pour éviter la désignation des consuls appartenant à des membres sympathisant avec les puissances centrales. »

RÉPONSE.

« Le Département ne manquera pas de tenir compte, dans les futures désignations de consuls honoraires, des circonstances nouvelles issues de la guerre.



Kamer der Volksvertegenwoordigers.

VERGADERING VAN 25 SEPTEMBER 1919.

ALGEMEENE BEGROOTING DER ONTVANGSTEN EN UITGAVEN VOOR HET DIENSTJAAR 1919 (1).

Tabel IV : Buitenlandsche Zaken.

VERSLAG

NAMENS DE MIDDENAFDEELING (2) UITGEBRACHT DOOR DEN HEER FERON.

MIJNE HEEREN,

De Begrooting van het Ministerie van Buitenlandsche Zaken gelijkt zeer, in zijn algemeen en samenhang, op de begrootingen van dit departement van vóór den oorlog. Zooals op de begrootingen der overige ministeries, werd ook op deze begrooting invloed uitgeoefend door het feit, dat men verplicht was de bezwaren te verhelpen, die voor het personeel voortvloeiden uit de levensduurte. Doch het vraagstuk kon hier, wegens het betrekkelijk gering getal leden van het personeel, niet de zware financiële gevolgen hebben, die het had in de departementen waar het getal ambtenaren aanzienlijk is.

Op een punt nochtans werd de begrooting gewijzigd.

Maatregelen werden getroffen om de jaarwedden der diplomatische ambtenaren en der consuls, hunne representatie- en verblijfskosten zoodanig te berekenen dat de loopbaan van diplomaat of consul voor de verstandigsten openstaan zonder dat financiële beschouwingen voortaan moeten in rekening komen voor de keuze en de bevordering dier ambtenaren. Deze maatregel, overeenstemmende met de wenschen uitgedrukt in de bevoegde kringen, werd door de Middenafdeeling goedgekeurd.

De Minister van Buitenlandsche Zaken zal dus voortaan meer keus

(1) Begrooting, n^o 107.

(2) De Middenafdeeling, voorgezeten door den heer POULLET, bestond uit de heeren MECHelynck, BERTRAND en TIBBAUT, ondervoorzitters; de heeren WAUWERMANS, HOUTART en VILAIN; IMPERIALI, PONCELET en PUSSENIER; VAN LIMBURG STIRUM, FERON en BOYL; DELPORTE, PÉPIN en LAMBORELLE; DEBUNNE, LIEBAERT en TROCLET; HONINCKS, DE KERCHOVE D'EXAERDE en DE WOUTERS D'OPLINTER.

hebben. Hij zal in 't vervolg voor den dienst van het land een beroep kunnen doen op mannen uit alle standen van de samenleving. Zeer zeker heeft het midden, waarin tot dusverre het personeel van de diplomatie en van het Hoofdbestuur werd aangeworven, een aantal waardevolle ambtenaren en overtuigde vaderlanders opgeleverd. Niettemin is het waar dat, om een sterken en nuttigen band te vormen tusschen het Departement van Buitenlandsche Zaken en de meening van het land, het een van de onmisbare vereischten is, den toegang tot de loopbaan van diplomaat ook open te stellen voor de mannen die door hun afkomst tot de verschillende maatschappelijke standen behooren.

* * *

De Middenafdeeling heeft geen uitspraak gedaan over de bijzonderheden der herinrichting van ons consulaatwezen. Het zal noodig zijn dat dit vraagstuk, hetwelk thans onderzocht wordt in het Ministerie van Buitenlandsche Zaken met den wil de nieuwe noodwendigheden van onze politiek in aanmerking te nemen, weldra opgelost worde met de hulp van de Kamer, zoodat het consulaire korps in de mogelijkheid gesteld worde al de diensten te bewijzen, die de economische heropbeuring en uitbreiding der Natie eischen.

* * *

Over de artikelen van de begrooting betreffende de geheime fondsen en den propagandadienst werd eene vraag gesteld.

In eene nota, als bijlage hierbij gevoegd, heeft het Departement van Buitenlandsche Zaken de om uitzonderlijke redenen aangevraagde sommen gewettigd.

* * *

De Middenafdeeling heeft niet gedacht, ter gelegenheid van de behandeling der begrooting van het Ministerie der Buitenlandsche Zaken, de tegenwoordige vraagstukken onzer buitenlandsche politiek te moeten onderzoeken. Die vraagstukken werden herhaaldelijk voor de Kamer gebracht.

Dit geschiedde namelijk bij de behandeling van het wetsontwerp tot bekrachtiging van het Vredesverdrag met Duitschland, ook door de mededeelingen van de Regeering betreffende de door haar gevoerde onderhandelingen om te verkrijgen dat, door de herziening der verdragen van 1839, België een rechtstoestand bekome, die zijne vrijheid en zijne ontwikkeling verzekert. De Commissie voor de Buitenlandsche Zaken heeft bovendien de ontwikkeling der loopende onderhandelingen met alle aandacht gevolgd en ontving herhaaldelijk de bijzondere uiteenzettingen en verklaringen die moeten dienen om de besprekingen in de Kamer over die vraagstukken voor te bereiden.

* * *

Het openbaarmaken van sommige stukken uit het archief van het Ministerie van Buitenlandsche Zaken, die gedeeltelijk en partijdig door den vijand

werden uitgegeven in den loop van den oorlog, heeft de openbare meening voorzeker getroffen. Het is voorzeker noodig dat verklaringen daarover geleverd worden zoodra de aandacht van het land en van de Kamer niet meer in beslag zal genomen worden door de verplichting, vóór alles te voorzien in de meest dringende noodwendigheden van 's lands herstel.

Evenmin legde de Middenafdeeling er zich op toe, na te gaan welke, in bijzonderheden, de politiek was, die door het Ministerie van Buitenlandsche Zaken tijdens den oorlog werd gevoerd. Het kwam voor, dat men niet met goed gevolg bij de behandeling der begrooting dit debat zou aanvangen, al is zulk debat noodig en al zal het nuttig zijn om 's lands meening op de hoogte van de zaak te brengen.

*
* *

De Middenafdeeling heeft eenparig besloten, aan de Kamer voor te stellen de credieten, aangevraagd in Tabel IV, goed te keuren.

De Verslaggever,

MAURICE FERON.

De Voorzitter,

P. POULLET.



BIJLAGE

Antwoorden op de vragen gesteld in de Afdeelingen door de Kamerleden over de Begrooting van Buitenlandsche Zaken.

VRAAG.

« Een lid vraagt dat de Regeering zou uitleggen waarom het noodig is de artikelen 4 (geheime fondsen) en 32 (propagandediens) op de onderhavige begrooting te behouden ».

ANTWOORD.

Het crediet, bij artikel 4 voorzien, wordt gewettigd door de uitzonderlijke omstandigheden die het gevolg zijn van den oorlog. Het is meer dan waarschijnlijk dat het niet geheel zal uitgegeven worden.

Gedurende den oorlog heeft de Belgische propagandediens (O. P. B.), door de oordeelkundige verspreiding eener overvloedige geschreven en geïllustreerde documentatie, er zich inzonderheid op toegelegd, in het buitenland, zoowel in de onzijdige als in de geallieerde landen, te doen kennen niet alleen de wreedheden en de plunderingen waarvan België het slachtoffer was, maar nog en vooral zijne zedelijke weerstandskracht, zijn herlevingsvermogen en zijne onuitroeibare levenskracht — de aandacht te vestigen op de heldhaftige houding van het leger en op de aanhoudende pogingen die het sedert den aanvang van den oorlog deed om zich in te richten — de propagande te bestrijden van de bladen, door de Duitschers gesteund met het doel ons land te doen minachten en de eerlijkheid te doen verdenken, waarmede het steeds zijne internationale verplichtingen nakwam — eindelijk, in 't algemeen, de belangen van België te dienen door deelneming aan al de openbaringen op politiek, economisch of artistiek gebied, welke nuttig konden zijn aan het land.

Om het hem opgelegd doel te bereiken, heeft de Belgische Propagandediens (O. P. B.) centrum van propagande in het buitenland tot stand gebracht — Belgische zendingen ingericht naar den vreemde, propagande gemaakt door middel der bladen — eene omvangrijke geschreven en geïllustreerde documentatie (boeken, vlugschriften, fotos, films) verspreid. Doch het volstaat niet dat onze geallieerden en de onzijdigen, tijdens den oorlog, een oordeel hebben kunnen vormen over onze pogingen, onze militaire verrichtingen en den zedelijken weerstand der Belgen. Het is onontbeerlijk hen bij voortduur in te lichten over ons herstel, over onze industriele en economische herleving, over onze politieke eischen, over den toestand van wereldmogendheid welke wij gaan verwerven en over de

wijze waarop wij ze denken te behouden. Het zal ongetwijfeld noodig zijn, aan de propagandendiensten een nieuwen vorm, welke zich aan de omstandigheden aanpast, en richtingen, gegrond op den nieuwen staat van zaken, te geven. Het is echter noodig een hoofdkantoor te handhaven, dat de ambtelijke inrichtingen en de aanwijzingen betreffende zijne gedragslijn ontvangt van het Politiek Bestuur der Buitenlandsche Zaken, wat de algemeene politiek betreft, en van het Bestuur van den Handel, wat inzonderheid de economische politiek betreft.

VRAAG.

« Een lid vraagt dat de Regeering meer dan ooit zorg voor de aanwerving der leden van het diplomatische en consulaire korps. Niet de afkomst, maar wel de verdienste moet de benoemingen wettigen.

Voortaan is het meer dan ooit noodzakelijk, dat de posten door bedrijvige en verstandige mannen worden bekleed. »

ANTWOORD.

De Regeering heeft dezelfde bekommernis als dié waaraan het achtbaar lid uiting geeft. Steeds legde het Departement van Buitenlandsche Zaken er zich op toe, elken post toe te vertrouwen aan hem die het meest bekwaam was om hem te bekleeden; het diplomatische korps telt vele mannen van waarde, nooit werd iemand alleen op grond zijner afkomst benoemd.

De verhooging der jaarwedden zal den Minister toelaten, de medewerking te aanvaarden van candidaten die bijzonder bekwaam zijn om zich in de diplomatie te onderscheiden, doch niet over een vermogen beschikken.

Wat inzonderheid het consulaire korps betreft, was de quaestie van de aanwerving zijner leden steeds het voorwerp van de bijzondere bezorgdheid van het Departement van Buitenlandsche Zaken.

Herhaaldelijk liet de Regeering zich geleiden door de wenschen uitgaande van de vertegenwoordigers van handel en nijverheid.

Zij heeft onlangs eene bijzondere commissie ingesteld; deze bestaat uit bevoegde personen en heeft tot opdracht, de werking van onzen consulaire dienst te bestudeeren ten einde de bestaande inrichting in overeenstemming te brengen met de huidige noodwendigheden.

Overeenkomstig den wensch uitgedrukt door deze Commissie heeft het Departement op de Begroeting amendementen voorgesteld, strekkende tot verhooging der credieten bestemd voor de bezoldiging der consulaire ambtenaren en met het oog op het instellen van een zeker aantal nieuwe posten.

VRAAG.

« Een lid doet aanmerken dat onze beroepseconsuls te dikwijls worden verplaatst. Hun verblijf in een gegeven post is nooit voldoende om hun toe te laten op de hoogte te komen van het werk en van de zaken ».

ANTWOORD.

Het Departement legt er zich op toe, de hoofden van consulaire posten zoo lang mogelijk in een zelfde standplaats te behouden.

Dikwijls had echter het verlengde verblijf, in sommige landen met een ongezond klimaat, rampspoedige gevolgen voor de gezondheid van de ambtenaren of van hunne gezinsleden.

Bovendien kan het, in het belang zelf van het land, nuttig zijn een ambtenaar te verplaatsen van een post, waar hij diensten bewijst, naar een anderen waar hij er nog meer zal kunnen bewijzen.

Wanneer de omstandigheden zulke verplaatsingen opleggen, zorgt het Departement er voor, dat de in een post verworven ervaring altijd den ambtenaar in zijne nieuwe bestemming kunne ten goede komen.

VRAAG.

« Een lid doet aanmerken dat de consul-generaal van Transvaal geen Nederlandsch kent. Een lid zegt dat zulks zich ook te Parijs voordoet. »

ANTWOORD.

Het Departement van Buitenlandsche Zaken vraagt zich af, of de bewering van het achtbaar lid, in zake den consul-generaal te Johannesburg, niet op een naamvergissing berust. De heer Forthomme kende Nederlandsch toen hij, vóór twaalf jaar, tot dien post werd benoemd en het zou verwonderlijk zijn dat deze ambtenaar, die een onderscheiden taalkundige is, niet meer in staat zijn zou die taal te spreken na een zoo lang verblijf te midden eener bevolking welke gedeeltelijk van Nederlandschen oorsprong is.

Indien onze consul-generaal te Parijs, welke niet behoort tot het kader der consulaire ambtenaren van beroep, het Nederlandsch onkundig is, dan is hij toch omringd van medewerkers die deze taal schrijven en spreken.

VRAAG.

« Een lid merkt aan dat er geen verband bestaat tusschen de diplomatische loopbaan, de consulaire loopbaan en de bestuursloopbaan in het Ministerie.

» Indien hij aanneemt dat een consul feitelijk niet altijd een diplomatischen post kan bekleeden en omgekeerd; zou, in beginsel, de overgang van de eene loopbaan naar de andere altijd moeten mogelijk zijn. Eveneens zou de bestuursambtenaar in den werkelijken dienst eenigen tijd moeten doorbrengen ten einde de noodige ervaring op te doen, welke noodig is om eens richtingen te verschaffen aan de ambtenaren, die in het buitenland verblijven. »

ANTWOORD.

De bestuurlijke, diplomatische en consulaire loopbanen vereischen bijzondere bekwaamheden en eene bijzondere voorbereiding uit hoofde van de verschillende rol welke hun is opgedragen. Die van het diplomatisch korps

is van politieken en van commercieelen aard ; daarom worden de examens, die daartoe toegang geven, in dezen zin gericht en laten zij toe na te gaan of de candidaten, die zich voordragen, deze dubbele bekwaamheid bezitten. De kennis, welke van het consulaire korps wordt vereischt, is vooral van commercieelen aard. De bekwaamheden, voor deze tweeloopbanen vereischt, zijn verschillend, juist wegens de verscheidenheid der werkzaamheden welke de ambtenaren, die daartoe behooren, moeten verrichten ; om die reden bestaat er een onderscheid tusschen de loopbaan in het bestuur, in de diplomatie en in het consulaatwezen.

Evenwel is het onjuist te zeggen dat er onder haar geen verband bestaat. Men houdt inderdaad wel rekening met de bijzondere bekwaamheden waarvan de ambtenaren blijk geven in hunne loopbaan, en zóó zijn er consuls verbonden aan sommige gezantschappen en verscheidene diplomaten en consuls aan het hoofdbestuur. Feitelijk bestaat er onder de ambtenaren van den buitenlandschen dienst eene afwisseling waaraan te danken is dat velen onder hen tamelijk lang te Brussel kunnen werken. Bovendien worden de ambtenaren van de Politieke Afdeeling en van de Handelsafdeeling soms naar het buitenland gezonden voor een studiereis of met eene bijzondere opdracht en worden werkelijk hoofd van een diplomatischen of consulaire post benoemd. De herinrichting van het diplomatische en consulaire korps ligt overigens ter studie.

VRAAG.

« Een lid vraagt dat al de noodige stappen zouden gedaan worden om de archiefstukken, door den bezetter ontstolen, de verslagen der consuls en de stukken betreffende China, die alle naar Duitschland werden gezonden, te doen terugkomen. »

ANTWOORD.

« De diplomatische stukken bewaard in het archief van het Departement van Buitenlandsche Zaken werden niet ontstolen of niet vernietigd door de Duitschers. Krachtens het wapenstilstandsverdrag hebben dezen autographische kopieën van politieke stukken teruggegeven. Toen het Ministerie zich te Brussel opnieuw vestigde, werd er bevonden dat een klein getal bundels stukken betreffende economische vraagstukken verdwenen waren ; door de opsporingsmiddelen, die het verdrag van Versailles ons aan de hand doet, zal men trachten te onderzoeken of die bundels niet in Duitschland worden achtergehouden. »

VRAAG.

« Wat de consuls betreft, dringt een lid aan, geene consuls te benoemen die behooren tot kringen welke bevriend zijn met de Middenrijken. »

ANTWOORD.

Het Departement zal niet nalaten in de toekomst rekening te houden, bij het benoemen der eere-consuls, met de nieuwe omstandigheden die uit den oorlog voortvloeien.